

variées et multiples, sont du même ordre. Les maraîchers de Montréal ont particulièrement loué les grands services rendus par M. Pierre Guinois et les siens dans l'établissement du Marché central métropolitain.

Ainsi, c'est un large éventail de personnalités fortes et dynamiques, fidèles au passé, ouvertes à l'avenir, que nous offre la nouvelle famille lauréate. S. Exc. Mgr Grégoire se félicitait au banquet d'avoir pu lire l'exposé qui présentait au concours la famille Guinois. Il faut espérer qu'on rendra bientôt accessible au grand nombre ce récit de belle venue, attachant et tonifiant.

G. ROBITAILLE.

Biculturalisme

Au Canada, pendant la campagne électorale qui bat son plein, on parle beaucoup de *biculturalisme*. Des confrères me demandent ce que je pense de ce mot. A-t-il, comme on le prétend, une consonance anglaise ?

Quant au sens, peut-être, dans la mesure où son imprécision ne gêne pas des Canadiens anglophones. Car qui peut donner de ce vocable une définition acceptable à un esprit français un peu exigeant ? Surtout lorsqu'il s'agit du Canada, pays composé de dix « provinces » dont neuf comptent une majorité anglophone, officiellement unilingue, et dont la dixième, officiellement bilingue, se distingue par sa majorité de langue française ? Je défie quiconque de le faire, en évitant l'inégalité d'aujourd'hui, l'utopie pour demain.

Quant au mot lui-même, peu importe le sens qu'il recevra, je ne vois pas pourquoi on le rejetterait. Vous tolérez biculture ? Tolérez biculturel et biculturalisme. Mais on objecte que de culture on a formé deux épithètes : culturel et cultural. Or, la première seule a rapport aux aspects intellectuels et moraux de la civilisation, tandis qu'on réserve la seconde à l'exploitation de la terre. Biculturalisme viendrait donc de cultural et s'appliquerait mal à la réalité canadienne, que caractérise l'union politique de deux nations. Non pas nécessairement. De nature on a formé naturel et naturalisme. De culture on forme aussi bien culturel et culturalisme, même si, en français, cultural existe mais non « naturel ».

Certains proposent *biculturalisme*, qui me paraît équivoque autant sinon plus que biculturalisme. Culturisme, en effet, s'emploie déjà par les professionnels de la gymnastique, dans le sens de méthode propre à développer harmonieusement le corps humain.

Le mot biculturalisme n'a rien d'élégant. La chose, au Canada, plairait-elle davantage ? Laissons les gens palabrer sur le biculturalisme. Les événements se chargeront de les ramener au bon sens : la chose n'ayant pas cours, le mot se dévalorisera.

J. D'ANJOU.

Semper Fidelis

Un chef de parti, connu, dit-on, pour son art de simplifier les problèmes, s'est fait applaudir en rendant les États-Unis responsables du communisme à Cuba. Il est vrai que des esprits, connus pour leur art de compliquer les problèmes, en ont dit autant et même plus, rendant les catholiques et, en particulier, les évêques responsables de la persécution religieuse dans le même malheureux pays.

Nous n'avons nulle envie d'excuser l'avidité des grandes compagnies, ni de voiler les fautes des chrétiens. La rigueur intellectuelle exige, toutefois, qu'on ne cède pas au parti pris.

Les Américains eussent-ils été des modèles de justice internationale, et les catholiques cubains des anges de charité, qu'une conception totalitaire de l'État, une fois incarnée dans le pouvoir sous forme nationaliste, socialiste

ou communiste, aurait cherché, de toutes façons, à briser la moindre résistance à son autorité toute-puissante, et à soumettre le pays entier à l'idéologie officielle.

Les injustices établies pouvaient légitimer certaines nationalisations, non des spoliations, ni la destruction des petites entreprises; une réforme agraire, non la collectivisation forcée des terres; une attitude plus digne à l'égard des intérêts privés américains, non la haine pathologique à l'égard des États-Unis. L'analphabétisme, plaie chez les paysans, justifiait une campagne d'alphabétisation, non un programme d'endoctrinement marxiste; la multiplication des établissements scolaires, non la mainmise sur toutes les écoles religieuses; la diffusion de l'enseignement technique, non la suppression de l'éducation chrétienne. Et rien n'excuse, après tant de belles promesses, la négation des libertés politique, civile et syndicale, le régime policier, les comités de rue, la soumission des Cubains, pieds et poings liés, à un régime communiste. De cela, Castro et non le State Department est responsable. Il peut ne pas aimer les Américains; il n'a pas le droit de trahir les Cubains.

D'ailleurs, toute cette question de savoir qui est responsable, de Castro ou de Guevara, d'Eisenhower ou de Kennedy, est purement académique, comme aussi de savoir si le *lider maximo* était ou n'était pas marxiste dans la Sierra Maestra, s'il l'est devenu par la suite, ou s'il s'est simplement laissé dominer par les communistes dans son entourage: Cuba est bel et bien aujourd'hui le relais soviétique pour la conquête de l'Amérique du Sud, et « sa » révolution est donnée en modèle historique inéluctable à toutes les républiques latines.

Ce phénomène politique est une terrible leçon pour tous: pour tous ceux qui, faisant cause commune avec les communistes, se croient naïvement assez forts pour s'arrêter là où ils voudraient; pour les chrétiens de l'Amérique latine encore insouciantes de leurs devoirs, et qui remettent à demain leurs tâches politiques, sociales et religieuses; pour les Canadiens aussi qui ne s'intéressent officiellement à l'Amérique du Sud (excluons ici les missionnaires) que pour faire du commerce ou pour dénoncer vertueusement les États-Unis.

L. D'APOLLONIA.

Deux pionniers sociaux nous quittent

Dans une rétrospective sociale de l'année 1962, il conviendrait de signaler la mort — le retour au Père — de deux valeureux pionniers de la cause sociale, qui ont eu faim et soif de justice; j'ai eu le bonheur de les accompagner quelque temps.

Il s'agit de S. Exc. Mgr Charles-Omer Garant, évêque auxiliaire à Québec, décédé le 21 octobre, après une longue maladie, et de M. Jean-Baptiste Nowlan, journaliste, mort subitement le 26 du même mois.

S. Exc. Mgr Garant, avant d'être élevé à la dignité épiscopale, avait joué un rôle de premier plan dans la fondation du mouvement patronal catholique dans la région de Québec. Plusieurs associations groupant des patrons doivent leur naissance à son intelligente impulsion et le secteur des services hospitaliers doit beaucoup à sa persévérante influence. Les syndicats de salariés ont aussi bénéficié de ses interventions auprès des employeurs. Quand l'Épiscopat de la province civile de Québec créa la Commission sacerdotale des Études sociales, l'abbé Garant en devint l'un des membres les plus fidèles et les plus appréciés. Sa contribution aux Journées sacerdotales était pacifique et substantielle. Une fois devenu évêque, en 1948, et secrétaire de l'Assemblée épiscopale du Québec, son apport à l'évolution sociale grandit et se multiplia. La tournure heureuse de la grève de l'amiante en 1949 et surtout la rédaction audacieuse et équilibrée de la

Lettre collective des Évêques québécois sur le *problème ouvrier*, qui demeure le monument le plus précieux de notre littérature sociale, ne s'expliqueraient pas sans lui, même s'il eut des collaborateurs pour ce dernier document et même s'il ne fut pas à l'avant-scène dans l'autre événement.

Mgr Garant était un modeste qui jugeait les choses dans la lumière de Dieu. Je me rappellerai toujours la visite que je lui fis à l'hôpital quinze jours avant son départ définitif. Il savait sa carrière terminée et il la voyait déjà dans la lucidité de l'au delà. Il se réjouissait dans le Seigneur de l'œuvre accomplie dans l'enseignement, dans le mouvement biblique et sur le terrain social. Il voyait ce résultat dans la perspective de Dieu: comme un effort d'homme s'ajoutant à celui des autres hommes, bon parce qu'il est offert et qu'il sera transformé, et qui s'insère dans un ensemble, celui de l'Église en marche. Mgr Garant fut un homme de foi lucide, et de grand courage devant l'injustice, un vrai prêtre qui ne cessa d'entraîner les autres vers cette justice sociale dont doivent avoir faim et soif tous les vrais disciples du Christ » (Pie XII, Radiomessage 1944, cité au par. 204 de la Lettre collective).

Jean-Baptiste Nowlan, lui, a été exclusivement un journaliste. Né en Acadie, il était venu à Montréal en passant par l'*Indépendant* de New Bedford (Mass.) et par l'*Évangéline*, de Moncton et, à Montréal, avait travaillé à la *Patrie*, à *Montréal-Matin*, à CKAC, avant d'entrer à la *Presse* en 1940 où il demeura jusqu'à son dernier jour, à l'âge de 67 ans. Les fonctions requises de lui — rédaction des nouvelles internationales, supplément franco-américain, service de télé-nouvelles — ne le produisait pas en public mais sa personnalité était hautement appréciée dans son milieu. Ce prestige, dû à sa charité, sa discrétion, sa ponctualité et sa compétence professionnelle, lui avait valu d'être le premier président des journalistes syndiqués.

Son plus grand titre de gloire, sur le terrain social, aura été la fondation du Syndicat des Journalistes de Montréal. Aucune tentative avant lui — à commencer par celle d'Adrien Arcand — n'avait réussi à créer l'esprit de coopération entre « les plus individualistes des travailleurs salariés » et à imposer leur groupement — grâce d'ailleurs à l'appui des forces déjà organisées — à des patrons qui leur refusaient ce droit. Il faut avoir vécu cette période de la conquête lente des esprits et des volontés, ces journées d'affrontement et ces heures de tension pour apprécier la valeur humaine de la contribution de Jean-Baptiste Nowlan. Dire aujourd'hui que les journalistes de 1944 ont dû se grouper comme une section du Syndicat de l'Industrie du Journal paraît ridicule, sauf à ceux qui ont vécu cette histoire héroïque. Ce n'est que quatre ans plus tard que le Syndicat naquit comme tel. A ce moment, quatre-vingt-dix pour cent des journalistes de langue française avait adhéré au mouvement. Réalisation sans précédent, à laquelle travailla Nowlan et son équipe de cofondateurs. Il est peu d'hommes à qui notre journalisme doive autant.

Mgr Garant et Jean-Baptiste Nowlan ont laissé après eux un monde dans un état plus juste que celui qu'ils ont trouvé. Grâce à leur foi chrétienne et à leur dévouement éclairé. A d'autres de prendre la relève et de travailler dans le même sens.

Jacques COUSINEAU.

Quand on se penche sur des « moribonds » ...

Les dirigeants de la revue *Maintenant* ont organisé le 30 janvier dernier, un colloque: que valent nos confréries, œuvres et mouvements paroissiaux et par quoi les remplacer? Le président de ce qui devait être « ni un débat,

ni un procès, mais un échange » avait, dans un article récent, qualifié de « ligue des imposteurs » l'une des associations mises en cause; des deux conférenciers, l'un avait attaché le grelot sur « l'imposture » des Ligues du Sacré-Cœur, l'autre, un curé, n'a guère de mouvements apostoliques dans sa paroisse. Malgré l'assurance que les exposés ne dépasseraient pas dix minutes, l'affaire promettait!

De fait, M. le chanoine Racicot s'accorda près de quarante minutes. « Parler de ces associations en 1963, avouait-il, constitue un anachronisme, une perte de temps et un gaspillage d'énergie. » Ce qui leur convient, c'est une « oraison funèbre »... Si elles sont moribondes, c'est « en vertu du processus de l'irréversibilité de l'histoire ». On ne lutte pas contre « la force du destin »... Pour susciter des mouvements de rechange, il faut accorder de l'attention à la vie et bâtir la vie temporelle pour assurer la « resacralisation du monde » (Pie XII). On y parviendra par les cours de préparation au mariage, les services de dépannage des foyers, les unions de familles et associations parents-maîtres, les organisations économico-sociales: syndicats, coopératives, clubs de gestion financière, les œuvres de loisirs: badminton, majorettes, etc.

M. Gérard Pelletier se dit entièrement d'accord avec son prédécesseur. Il arrivait aux mêmes conclusions par une voie différente; à partir d'une grille des besoins qu'il établit, besoins de vie et d'échanges spirituels, de solidarité et d'entraide, il jugeait que les associations en question n'y répondaient pas et que l'une d'elles a même faussé l'action des chrétiens sur la société. La preuve, c'est qu'elles sont mortes, cependant que, sans elles, une paroisse où il a vécu a connu une véritable vie.

L'auditoire avait subi un traitement de choc. Il réagit avec une dignité ferme devant les jugements sommaires des « agents provocateurs » (l'expression fut employée par le plus placide des interpellants). Avec unanimité aussi. De la quinzaine d'auditeurs qui prirent la parole se dégageait une vitalité, qu'on n'arrivait pas à étouffer même en décrétant qu'elle était morte. De partout vinrent les témoignages, de Hull, de Nicolet, de Québec, de Montréal et même d'en dehors de la province; et ceux des Laurentides et d'ailleurs auraient aussi voulu parler. La présidente générale des Dames de Sainte-Anne et quelques officiers et directeurs de Ligues du Sacré-Cœur firent connaître la rénovation qui s'opérait à l'intérieur de leurs groupements; des membres des Congrégations mariales et de la Légion de Marie avaient en vain demandé la parole pour révéler le travail qu'accomplissait l'Esprit Saint en leur milieu. Pour le passé comme le présent, tous s'inspiraient de leur expérience, vécue avec fidélité, patience, amour et authenticité dans l'Église de Dieu.

Il y avait joie dans les cœurs à découvrir cette efflorescence de vie chrétienne qui s'exprimait, il y avait surtout douleur et scandale à voir cette découverte spirituelle méconnue et bafouée par les occupants de la tribune. Le président chargé de diriger cet échange a conclu qu'il n'avait pas d'adultes devant lui et qu'il souhaitait à tous la maturité! Comme si penser avec la hiérarchie, sur des problèmes à propos desquels l'épiscopat canadien s'est prononcé en 1962 et le Souverain Pontife peu de temps auparavant, prouvait l'absence de maturité!

Un colloque sur un problème ecclésial, d'accord. Pourvu qu'il soit bien préparé, avec des points précis à débattre, des exposés courts et objectifs par des personnes compétentes, sous une direction impartiale. Car se pencher sur des organismes d'Église où palpite la vie de l'Esprit pour les déclarer moribonds ou morts avant de les avoir examinés me paraît un procédé non scientifique, socialement malsain et d'avance voué à l'échec. Il y a lieu d'améliorer ces rencontres, en vue d'un véritable échange.

Jacques COUSINEAU.